



Enfance et socialisation dans les camps militaires à Kinshasa une réflexion socio-éducative

 Jean-Louis YABAMBA MAKADI*

***Chef de Travaux à l'UPN**

Résumé

Le défi de la socialisation des enfants dans les camps militaires et policiers dans la Ville-Province de Kinshasa a été toujours au centre de la préoccupation des parents qui prestent sous le drapeau de la République. Cependant, force est de constater que cette socialisation se révèle inefficace à cause d'un habitat inapproprié caractérisé par : L'insuffisance spatiale et promiscuité, dégradation matérielle et insalubrité, l'accès irrégulier aux services essentiels, l'enclavement géographique et isolement, le contrôle institutionnel et militarisation de l'espace, le déficit d'espaces récréatifs et culturels, la fragmentation sociale et rapports de genre, les carences socio-éducatives et encadrement familial, l'exposition à la violence institutionnelle et interpersonnelle et le stress environnemental et santé mentale. Pour pallier à cette situation, il va falloir : L'État doit décliner une politique volontariste. La création d'espaces communs de qualité. Réglementer drastiquement le ratio habitants/m². L'implication des comités de résidents dans la supervision des normes d'occupation. Le renforcement de l'offre sociale et l'accès aux soins doit être optimisé par l'implantation de dispensaires modulaires et d'équipes mobiles chargées de vaccination, de dépistage et de sensibilisation à l'hygiène.

Mots clés : Socialisation, habitat inapproprié, promiscuité, militarisation et insalubrité.

Abstract

The challenge of socializing children in the military and police camps of the City-Province of Kinshasa has always been a central concern for parents serving under the national flag. Yet this socialization proves ineffective because of inappropriate housing defined by insufficient space and overcrowding, material degradation and unsanitary conditions, irregular access to essential services, geographic isolation, institutional control and militarization of communal areas, a lack of recreational and cultural facilities, social fragmentation and gender divides, socio-educational shortcomings and weak family supervision, exposure to institutional and interpersonal violence, and environmental stress affecting mental health. To remedy this situation, the State must adopt a proactive policy: build high-quality communal spaces; strictly regulate residents-per-square-meter ratios; involve residents' committees in enforcing occupancy standards; strengthen social support services; and optimize healthcare access by deploying modular clinics and mobile teams tasked with vaccination, screening, and hygiene.

Keywords : Socialization, Inappropriate housing, Overcrowding, Militarization and Unsanitary.

Introduction

La problématique de la socialisation dans les familles constitue un impératif majeur pour la pérennisation de nos sociétés à travers le monde car, sans elle, il s'avère quasi impossible pour celles-ci de se renouveler selon leurs valeurs et leurs attentes. Ce phénomène (socialisation) a un statut universel et que son contenu varie selon les sociétés. Il commence dès la naissance jusqu'à la mort.

La socialisation est un processus par lequel l'individu apprend et intériorise les normes, valeurs, rôles et comportements propres à la société dans laquelle il vit. Elle constitue, selon Émile DURKHEIM, un fait social : « des manières de penser, d'agir et de sentir, extérieures à l'individu, et qui s'imposent à lui » (DURKHEIM, E., 1895, p. 20). Dès la naissance, l'enfant est plongé dans un univers de significations partagées qui orientent ses conduites. Cette socialisation primaire, qui se déroule principalement au sein de la famille et des premières institutions éducatives, façonne les bases de l'identité sociale. Peter BERGER et Thomas LUCKMANN soulignent que cette phase est marquée par une forte charge affective et par l'incorporation de schèmes de pensée qui paraissent « naturels » à l'individu (BERGER, P. L., et LUCKMANN, T., 1966, p.10.).

À mesure que l'individu grandit, il est confronté à de nouveaux contextes et à de nouvelles attentes. La socialisation secondaire intervient alors, notamment à travers l'école, le travail, les groupes de pairs ou les organisations. Elle permet l'acquisition de rôles spécifiques et l'adaptation à des environnements sociaux variés. Erving GOFFMAN, dans *The Presentation of Self in Everyday Life*, montre que ces interactions sont régies par des « rites » et des codes implicites qui assurent la cohésion et la prévisibilité des échanges (GOFFMAN E., 1959, p.20).

La socialisation n'est pas un processus uniforme : elle est différentielle selon le genre, la classe sociale, l'origine culturelle ou le contexte historique.

Dans les sociétés africaines, et particulièrement en République démocratique du Congo, la socialisation prend aussi des formes communautaires et rituelles. Les cérémonies d'initiation, les contes traditionnels et les pratiques religieuses constituent des vecteurs puissants de transmission des valeurs collectives. Ces dispositifs, tout en s'adaptant aux mutations urbaines et aux influences globales, continuent de jouer un rôle structurant dans la formation des identités.

Enfin, la socialisation est un processus continu : elle se poursuit tout au long de la vie, au gré des transitions biographiques, des mobilités géographiques et des évolutions technologiques. L'individu et la société sont liés dans une dynamique permanente où chacun façonne et est façonné par l'autre. Dans un monde marqué par la mondialisation et la connectivité numérique, les instances de socialisation se diversifient et se recomposent, rendant l'analyse de ce processus plus que jamais essentielle pour comprendre les transformations sociales contemporaines.

En République démocratique du Congo, l'habitat constitue bien plus qu'un simple cadre physique : il est un espace social structurant qui influence profondément le processus de

socialisation des enfants. Dans les quartiers populaires de Kinshasa, par exemple, la configuration des logements, souvent exigus et dépourvus d'intimité, favorise une socialisation précoce tournée vers l'extérieur. Les enfants passent une grande partie de leur temps dans la rue ou dans les espaces collectifs, où ils apprennent les codes de la vie communautaire, mais aussi des comportements de survie parfois en décalage avec les normes scolaires ou institutionnelles (TSHIMANGA MUKADI, D., 2020, pp. 36-40).

L'habitat précaire, marqué par l'absence d'infrastructures de base comme l'eau potable, l'électricité ou des espaces de jeu sécurisés, expose les enfants à des environnements où la socialisation est fortement influencée par les pairs et les interactions informelles. Bienvenu Muchukiwa Ngusu souligne que dans ces contextes, les valeurs transmises sont souvent celles de la débrouillardise, de la solidarité de voisinage et de la résistance face aux contraintes matérielles (MUCHUKIWA NGUSU B., 2021, p. 112). Si ces dispositions peuvent renforcer l'autonomie, elles peuvent aussi limiter l'intégration dans des cadres normatifs plus formels, comme l'école.

À l'inverse, dans les zones résidentielles mieux équipées, l'habitat offre des espaces privés et des infrastructures éducatives et récréatives qui favorisent une socialisation encadrée par la famille et des institutions spécialisées. Les enfants y développent des compétences sociales alignées sur les attentes scolaires et professionnelles, bénéficiant d'un capital culturel plus valorisé. Cette disparité illustre la dimension inégalitaire de l'impact de l'habitat sur la socialisation : il ne s'agit pas seulement d'un lieu de vie, mais d'un facteur structurant des trajectoires sociales.

Les recherches menées à Kinshasa montrent également que l'habitat influence la nature des réseaux sociaux auxquels les enfants ont accès. Dans les quartiers denses et informels, les interactions intergénérationnelles sont fréquentes, mais elles s'accompagnent parfois d'une exposition accrue à la violence urbaine et à l'économie informelle. Dans les zones planifiées, les enfants bénéficient d'un encadrement institutionnel plus fort, mais peuvent souffrir d'un isolement social relatif, limitant leur adaptation à des environnements plus diversifiés.

Ainsi, l'habitat en RDC agit comme un médiateur entre l'enfant et la société : il façonne les opportunités d'apprentissage, les modèles de comportement et les valeurs intériorisées. Comprendre cette relation est essentiel pour élaborer des politiques publiques visant à réduire les inégalités de socialisation et à promouvoir un développement harmonieux des enfants, quel que soit leur milieu de vie.

De ce qui précède, il y a lieu de noter que les camps des militaires et des policiers dans la Ville-Province de Kinshasa sont aux antipodes de la dynamique démographique de leurs habitants c'est-à-dire, les nombres de militaires et policiers, il en est de même de leurs familles sont en constantes évolutions, tandis que leurs habitats demeurent dans le statu quo. Ainsi, cet article s'emploie à répondre aux questions suivantes :

- l'habitat des camps des militaires et policiers de la Ville-Province de Kinshasa favorise-t-il une certaine efficacité de la socialisation des enfants ?
- si tel n'est pas le cas, quelles en sont les causes et conséquences ?
- quel modèle faudra-t-il proposer pour que cette socialisation soit efficace ?

A la lumière des questions soulevées ci-dessus, nos hypothèses sont formulées de la manière suivante :

- L'habitat des camps des militaires et policiers de la Ville-Province de Kinshasa ne favoriserait pas une certaine efficacité de la socialisation des enfants.
- Les causes principales à la base de cette inefficacité seraient : L'absence d'une politique générale relative à la gestion de cet habitat par l'Etat, la déchéance de l'autorité parentale, l'explosion démographique et la déviance comportementale des occupants. Par voies de conséquences, il apparaît plusieurs phénomènes, notamment : La déperdition scolaire, la délinquance juvénile et sénile, la rupture familiale, la criminalité, et le phénomène fille-mère.
- Pour que l'habitat de ces camps favorise une socialisation efficace de ces enfants, il va falloir que l'Etat mette en place une politique efficace pour la construction des nouvelles infrastructures, régler leurs effectifs et améliorer les conditions sociales des occupants.

Cela étant, nous abordons le deuxième point de cet article portant sur la partie méthodologique.

Méthodologie

Une méthodologie de recherche est un aperçu des outils, des techniques et des procédures utilisés dans une recherche pour recueillir des données, les analyser et les interpréter. Elle explique les étapes qui ont été suivies au cours de la recherche, ainsi que le pourquoi et le comment de celles-ci. Cette section d'un document de recherche offre aux lecteurs l'occasion d'évaluer la validité et la fiabilité de la recherche (<https://www.voxco.com/fr/>). Toute recherche scientifique nécessite l'application des méthodes et techniques pour aboutir au résultat exact et efficace conforme à la recherche. Celles-ci aident le chercheur dans l'analyse et le traitement des données pour les besoins de son étude. C'est dans ce cadre que nous avons fait recours aux techniques et méthodes différentes pour arriver au résultat approprié.

Pour rendre intelligible notre objet d'étude, la méthode structuro-fonctionnaliste de Talcott PARSONS nous a été d'une impérieuse nécessité. Cette méthode s'appuie sur une théorie qui emprunte à la fois au fonctionnalisme et au structuralisme.

Dans cette théorie, Parsons montre que le « système social est à son tour un système des structures et des fonctions » (<http://dydip.skyrock.com/2025>). Les principes structuro-fonctionnalistes peuvent se résumer ainsi (LUGAN J.C., 2009, p. 51) :

- a) Toute société, toute collectivité, toute organisation, est un système intégré d'éléments, c'est-à-dire un ensemble relativement stable et permanent ;
- b) Chacun de ces éléments assume une fonction qui contribue au maintien du système ;
- c) Tout système social qui fonctionne est fondé sur le consensus de ses membres autour des valeurs et des normes fondamentales.

Il s'agit de la théorie mettant l'accent sur l'équilibre, la maintenance d'un système social. Cette théorie stipule l'hypothèse difficilement compatible avec une analyse qui placerait l'accent sur les éléments dynamiques, les éléments de changement à l'intérieur de ce système social et qui poserait a contrario le principe suivant : « toute société, toute

organisation sociale est soumise à des processus de changement et manifeste des points de tension et de conflit ; elle doit s'adapter, atteindre ses objectifs et s'intégrer dans le système social principal en assurant son maintien et son équilibre».

Pour opérationnaliser cette méthode, il y a lieu de considérer que les interactions et les interdépendances de sous-système économique, politique, social et culturel en République Démocratique du Congo sont à la base ou constituent les déterminants de l'habitat dans des camps des militaires et policiers dans la Ville de Kinshasa.

D'après Jacques CHEVALIER, les techniques d'investigation constituent « les instruments de la recherche, englobant des procédés de collecte des données soigneusement ajustés tant à l'objet d'étude qu'à la méthode d'analyse choisie, et surtout à l'optique qui oriente l'investigation. » (CHEVALIER J., 1992, p.168).

Au regard de ce qui précède, dans le cadre de cet article, nous avons eu l'opportunité de recourir aux techniques suivantes : La technique d'observation directe, d'analyse documentaire et d'entretien libre. S'agissant de la technique d'observation directe, en notre qualité d'acteur social dans la Ville-Province de Kinshasa pendant des décennies, de nos propres yeux et oreilles, nous nous sommes imprégnés de connaissances relatives aux habitats des camps des militaires et policiers avec autant de visites. En ce qui concerne la technique d'analyse documentaire, il nous a été donné l'occasion de prélever les informations relatives à notre objet d'étude dans les ouvrages et autres documents en vue d'enrichir notre travail et de mettre en relief son authenticité par rapport à nos devanciers. Enfin, la technique d'entretien libre nous a permis d'établir une communication verbale avec nos enquêtes en vue de recueillir leurs opinions relatives à notre préoccupation.

Résultats

Les résultats ont pour fonction première de présenter, de manière claire et ordonnée, les données et constats empiriques issus de la recherche. En sociologie, ces résultats peuvent provenir d'enquêtes quantitatives (statistiques, tableaux, graphiques) ou qualitatives (entretiens, observations, analyses documentaires). L'objectif est de répondre directement à la ou aux questions de recherche formulées dans l'introduction, sans encore entrer dans l'interprétation théorique ou critique cette dernière étant réservée à la discussion.

Les résultats doivent être originaux, c'est-à-dire, apporter une contribution nouvelle à la connaissance scientifique. Ils doivent également être pertinents, en lien direct avec l'hypothèse ou le problème de recherche. En sociologie, cela signifie que les données présentées doivent éclairer un phénomène social, confirmer ou infirmer une hypothèse, ou encore mettre en évidence des tendances ou des corrélations significatives.

1. De l'état de l'habitat des camps des militaires et policiers dans la Ville-Province de Kinshasa

a. Infrastructures de services : eau, électricité et voirie

La fourniture d'eau potable dans les camps est très inégale : certains sont raccordés au réseau de la Regideso, mais la pression reste insuffisante et les coupures fréquentes. Pour pallier ces interruptions, les habitants s'équipent de citernes de récupération des eaux de pluie ou achètent de l'eau en sachets à prix élevé. L'absence de réseau secondaire de

distribution post-compteur renforce les inégalités d'accès à l'eau à l'intérieur même des camps.

Quant à l'électricité, la régulation des branchements illégaux et des compteurs partagés est quasi inexistante. Les pannes durent souvent plusieurs semaines, et seule une poignée de logements ceux des officiers bénéficient d'une alimentation stable via des générateurs dédiés. Les baraquements sont pour la plupart privés d'éclairage public, ce qui aggrave l'insécurité de la nuit. Les voiries intérieures, non bitumées, se transforment en bourbiers lors des pluies et produisent une poussière tenace en saison sèche, rendant l'accès aux logements difficile pour les véhicules et piétons.

b. Conditions sanitaires et hygiène

La gestion de l'assainissement relève principalement de latrines collectives à fosse septique rarement vidangées, d'où émanent des odeurs nauséabondes et des risques de contamination des eaux superficielles. Les toilettes civiles individuelles sont rares et souvent inopérantes faute d'entretien. Les eaux usées, faute de réseau d'évacuation, sont évacuées directement à l'air libre ou dans des caniveaux improvisés, provoquant des stagnations propices au développement de vecteurs de maladies (moustiques, mouches).

Sans structure de santé à l'intérieur des camps, les habitants doivent parcourir plusieurs kilomètres pour atteindre un centre médical. Les situations d'urgence, comme les complications obstétricales ou les maladies infantiles, deviennent dramatiques en l'absence d'équipements de base (pharmacie, laboratoire d'analyses, salle de soins). L'hygiène domestique et alimentaire pâtit de l'insuffisance d'eau et de l'absence d'espaces de cuisine collective convenables. Une part importante des enfants et des femmes en âge de procréer présente des carences nutritionnelles et des affections dermatologiques liées à l'environnement insalubre.

c. Accessibilité et mobilité

Piétons et véhicules circulent sur des pistes de terre ou de gravier, souvent encombrées par les ordures et les eaux stagnantes. L'état des routes interdit toute intervention rapide des services d'urgence, qu'il s'agisse des pompiers ou des ambulances. Seuls quelques véhicules militaires patrouillent à l'intérieur, mais ils ne desservent pas les secteurs résidentiels les plus reculés des camps. Les familles dont les membres travaillent en ville dorment parfois dans des campements secondaires plus près du centre, faute de transports collectifs fiables et abordables. Les lignes de bus ou de taxi-motos sont hésitantes à entrer dans les zones militaires, ce qui renforce le sentiment d'enclavement. Les enfants scolarisés doivent parcourir de longues distances, à pied ou à bord de motos-taxis, exposés à l'insécurité routière et aux risques d'agression.

d. Sécurité, clôtures et aménagements

Chaque camp est entouré d'une emprise militaire ou policière matérialisée par des murs, des palissades ou des barbelés. Ces dispositifs, destinés à prévenir toute incursion extérieure, limitent également la liberté de mouvement des familles, qui doivent demander une autorisation pour entrer ou sortir en dehors des horaires officiels.

Les entrées sont contrôlées par des postes de garde où les civils peuvent être fouillés ou refoulés. L'éclairage de nuit quasi inexistant et l'absence de rondes mixtes exposent les

habitantes et les enfants à des formes de harcèlement. Les espaces publics intérieurs – cours, terrains de sport, placettes sont rares et souvent dégradés, ce qui prive les habitants de lieux de rencontre et de loisirs sécurisés.

e. Espaces verts et cadre de vie

Les rares arbres plantés le long des installations stratégiques n'offrent qu'une ombre limitée et ne suffisent pas à améliorer le confort thermique. Les secteurs résidentiels, dominés par des toits métalliques et des surfaces imperméables, deviennent de véritables « îlots de chaleur » urbains. Aucun jardin potager ni verger n'existe pour permettre l'autoconsommation. La promiscuité des baraquements renforce l'impact du bruit et limite l'intimité : les familles vivent à quelques mètres les unes des autres, sans haies ni palissades pour séparer les parcelles. Cette densité excessive accentue le stress psychosocial et perturbe la tranquillité, tant diurne que nocturne.

f. Gestion des déchets

Les ordures ménagères sont déversées dans des fosses ou abandonnées sur les pistes, faute de collecte organisée. Les services publics estiment parfois ces zones comme « trop sensibles » pour y intervenir régulièrement, justifiant ainsi l'absence de bennes et de personnel dédié. Les déchets plastiques et organiques s'accumulent, obstruent les caniveaux improvisés et favorisent les inondations en saison des pluies. Un réseau informel de petits collecteurs tente occasionnellement de récupérer les matériaux recyclables, mais la pauvreté des flux de déchets ne permet pas un véritable circuit économique durable. Les feux de brousse improvisés, utilisés pour réduire le volume des ordures, dégagent des fumées toxiques, nuisibles aux voies respiratoires, surtout chez les enfants et les personnes âgées.

g. Modalités de gestion et maintenance

La responsabilité de l'entretien des camps incombe à l'armée ou à la police, via des budgets internes souvent contraints par d'autres priorités opérationnelles. Les réparations urgentes fuites de toit, effondrements partiels dépendent de subventions ponctuelles du ministère de la Défense ou de la Sécurité, sans plan pluriannuel d'aménagement. Les comités de résidents, lorsqu'ils existent, n'ont qu'un pouvoir consultatif et ne sont pas associés à la programmation des travaux. L'absence d'un schéma directeur de réhabilitation empêche la mise en place d'un suivi technique, budgétaire et quant au respect des normes de construction. Cette gouvernance descendante exclut les besoins réels des familles, accentuant la dégradation rapide des infrastructures et la frustration des habitants.

2. Causes de l'état de l'habitat des camps des militaires et policiers dans la Ville-Province de Kinshasa

L'état actuel de l'habitat dans les camps militaires et policiers de la Ville-Province de Kinshasa résulte d'un ensemble de facteurs structurels, institutionnels et sociaux qui se combinent et s'amplifient mutuellement. Ces causes, à la fois liées à l'absence d'une politique publique adaptée, à des dynamiques familiales fragilisées, à une pression démographique croissante et à certains comportements des occupants, expliquent la dégradation progressive des infrastructures et la détérioration du cadre de vie. Leur

analyse permet de comprendre non seulement la situation matérielle des logements, mais aussi les conditions sociales dans lesquelles évoluent les enfants, influençant directement leur socialisation et leur développement.

a. Absence d'une politique générale relative à la gestion de cet habitat par l'Etat

La dégradation progressive des camps militaires et policiers à Kinshasa trouve en premier lieu son origine dans l'absence d'une politique publique claire et cohérente en matière de gestion et d'entretien de ces infrastructures. Depuis leur construction, souvent héritée de périodes antérieures, aucun programme structuré de maintenance, de rénovation ou d'extension n'a été mis en place pour répondre à l'évolution démographique et aux besoins des familles. Les rares interventions de réhabilitation se font de manière ponctuelle, sans vision globale, et ne permettent pas de résoudre les problèmes structurels. Cette carence institutionnelle entraîne non seulement la détérioration physique des bâtiments fissures, toitures endommagées, installations sanitaires défectueuses mais aussi la dégradation des espaces collectifs, tels que les aires de jeux ou les zones de rencontre. L'environnement qui en résulte est peu propice au bien-être des familles et compromet la socialisation harmonieuse des enfants, qui grandissent dans un cadre marqué par l'insalubrité et le manque d'infrastructures adaptées.

b. Déchéance de l'autorité parentale

À cette absence de politique publique s'ajoute un facteur social majeur : la fragilisation, voire la déchéance, de l'autorité parentale. Les militaires et policiers, en raison de leurs obligations professionnelles, sont souvent appelés à effectuer de longues missions loin de leur foyer. Cette absence prolongée réduit leur capacité à encadrer et à suivre de près l'éducation de leurs enfants. Par ailleurs, la précarité économique et les conditions de vie difficiles affaiblissent leur rôle éducatif, car les préoccupations liées à la survie quotidienne prennent souvent le pas sur l'encadrement moral et disciplinaire. Dans ce contexte, les enfants se retrouvent fréquemment livrés à eux-mêmes ou confiés à des proches qui ne disposent pas toujours des moyens ou de l'autorité nécessaires pour assurer un suivi éducatif efficace. Cette situation ouvre la voie à l'influence de modèles extérieurs, parfois négatifs, et favorise l'adoption de comportements déviants, éloignant les enfants des valeurs et repères que la famille devrait normalement transmettre.

c. Explosion démographique

Un autre facteur aggravant est l'explosion démographique observée dans les camps. Cette surpopulation résulte à la fois de la croissance naturelle des familles et de l'installation de membres de la famille élargie ou de personnes extérieures, souvent tolérée en raison de l'absence de contrôle strict. Les logements, initialement conçus pour accueillir un nombre limité d'occupants, se trouvent rapidement surchargés, ce qui entraîne une promiscuité importante et une pression accrue sur les infrastructures existantes. Les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement, déjà vétustes, ne parviennent plus à répondre aux besoins, ce qui accentue l'insalubrité et la détérioration des conditions de vie. Cette densité excessive favorise également les tensions entre occupants, réduit les espaces de jeu et de socialisation pour les enfants, et contribue à un climat général de désorganisation et de désordre spatial.

d. Déviance comportementale des occupants

La dégradation de l'habitat est aussi liée à certains comportements des occupants eux-mêmes. Le non-respect des règles de cohabitation, l'appropriation illégale d'espaces communs, la construction anarchique d'annexes ou de logements précaires, ainsi que l'insalubrité volontaire (dépôts sauvages d'ordures, absence d'entretien des abords) participent à la détérioration rapide du cadre de vie. Dans certains cas, des actes inciviques tels que le vandalisme ou l'utilisation abusive des infrastructures aggravent encore la situation. L'absence de mécanismes de contrôle et de sanctions efficaces entretient un sentiment d'impunité, ce qui encourage la répétition de ces comportements. Cette déviance comportementale ne se limite pas à un impact matériel : elle influence également le climat social du camp, en normalisant des attitudes contraires aux valeurs de respect, de solidarité et de responsabilité. Les enfants, exposés quotidiennement à ces pratiques, risquent de les intégrer comme des normes, ce qui peut compromettre leur socialisation et leur intégration future dans la société.

3. Conséquences de l'habitat des camps des militaires et policiers dans la Ville-Province de Kinshasa

Les conditions de vie précaires et l'environnement dégradé des camps militaires et policiers se traduisent par un ensemble de conséquences lourdes pour les enfants qui y grandissent. D'une part, l'insalubrité et le manque d'infrastructures éducatives favorisent la déperdition scolaire, tandis que l'absence de repères familiaux solides et les tensions sociales génèrent délinquance juvénile et sénile. D'autre part, la pression économique et les contraintes résidentielles exposent les familles à la rupture, accentuent la criminalité et créent un terreau propice au phénomène de « fille-mère ». L'étude de ces effets révèle comment l'habitat, loin d'être un simple cadre de vie, joue un rôle déterminant dans la socialisation, la protection et l'avenir des jeunes générations.

a. Déperdition scolaire

Les conditions de vie précaires dans les camps militaires et policiers ont un impact direct sur la scolarité des enfants. L'insuffisance d'infrastructures éducatives à proximité, combinée à l'éloignement des écoles de qualité, entraîne des absences répétées et un décrochage progressif. Les familles, confrontées à des difficultés économiques, peinent à assumer les frais de scolarité, des fournitures, ce qui pousse certains enfants à abandonner l'école pour contribuer aux revenus du ménage ou pour s'occuper de tâches domestiques. L'environnement marqué par l'insalubrité, la promiscuité et le manque d'espaces d'étude adaptés réduit également la concentration et la motivation des élèves. Cette déperdition scolaire compromet leurs perspectives d'avenir et perpétue le cycle de pauvreté et de marginalisation.

b. Délinquance juvénile et sénile

Le manque d'encadrement parental, accentué par les absences professionnelles des militaires et policiers, favorise l'émergence de comportements déviants chez les jeunes. Dans un environnement où les repères éducatifs sont fragiles, certains adolescents s'adonnent à des actes de vandalisme, à la consommation de substances illicites ou à des vols. La promiscuité et les tensions sociales dans les camps créent un climat propice aux conflits interpersonnels et à la violence. Par ailleurs, la délinquance ne touche pas uniquement les jeunes : certains adultes, confrontés à la précarité et à l'absence de

perspectives, adoptent également des comportements antisociaux, aggravant le climat d'insécurité et renforçant les modèles négatifs auxquels les enfants sont exposés.

c. Rupture familiale

Les conditions de vie difficiles, la pression économique et les absences prolongées des parents en mission fragilisent la cohésion familiale. Les tensions liées à la gestion des ressources limitées, aux problèmes de logement et à la promiscuité peuvent conduire à des conflits conjugaux, voire à des séparations. Dans certains cas, l'un des parents quitte le foyer, laissant l'autre assumer seul la charge familiale. Cette rupture familiale a des conséquences profondes sur les enfants, qui peuvent ressentir un sentiment d'abandon, d'insécurité affective et de perte de repères. Elle affaiblit également le rôle éducatif de la famille, ouvrant la voie à l'influence de modèles extérieurs parfois nocifs.

d. Criminalité

La criminalité dans les camps militaires et policiers est souvent le prolongement de la délinquance juvénile et adulte. Le manque de contrôle interne, l'insuffisance de sanctions et la tolérance vis-à-vis de certains comportements illégaux créent un environnement où les actes criminels peuvent se développer. Vols, agressions, trafic de biens ou de substances prohibées deviennent des réalités quotidiennes pour certains habitants. Cette situation contribue à détériorer davantage le climat social et à renforcer l'insécurité, non seulement à l'intérieur des camps, mais aussi dans les quartiers environnants. Les enfants, témoins ou victimes de ces actes, peuvent développer une banalisation de la violence et de l'illégalité, ce qui compromet leur socialisation citoyenne.

e. Phénomène fille-mère

L'environnement social des camps, marqué par la promiscuité, le manque d'encadrement parental et l'absence d'activités éducatives ou récréatives structurées, expose particulièrement les jeunes filles à des relations précoces et non protégées. Le manque d'éducation sexuelle, combiné à la vulnérabilité économique, conduit à une augmentation des grossesses adolescentes. Ce phénomène de « fille-mère » a des conséquences multiples : interruption de la scolarité, dépendance économique, stigmatisation sociale et reproduction du cycle de pauvreté. Dans certains cas, ces jeunes mères se retrouvent isolées, sans soutien familial ni institutionnel, ce qui fragilise encore davantage leur insertion sociale et celle de leur enfant.

4. Perspectives

Pour que l'habitat des camps militaires et policiers de Kinshasa devienne un véritable catalyseur de socialisation et d'épanouissement pour les enfants qui y grandissent, l'État doit s'engager dans une politique volontariste et coordonnée articulée autour de trois grands axes. Tout d'abord, la construction et la rénovation des infrastructures doivent répondre aux principes de durabilité, de flexibilité et d'accessibilité. Il s'agit d'adopter des normes architecturales qui intègrent des espaces communs de qualité aires de jeux sécurisées, jardins partagés, salles polyvalentes pour activités culturelles et sportives afin de créer un cadre propice aux rencontres intergénérationnelles et à l'apprentissage informel. En parallèle, chaque logement devrait être conçu selon des standards minimaux : surface habitable adaptée, ventilation naturelle, éclairage suffisant et matériaux locaux durables. Cette approche minimise non seulement l'impact environnemental, mais facilite

également l'entretien et limite la dégradation rapide des infrastructures. Enfin, pour anticiper l'évolution des familles et des effectifs, les plans architecturaux doivent prévoir des modules extensibles ou modulaires pouvant être agrandis ou réaménagés sans coûts disproportionnés.

Le deuxième pilier de la politique concerne la réglementation rigoureuse des effectifs et la gestion spatiale des résidents. Actuellement, la densité d'occupation dans de nombreux camps dépasse les seuils conseillés, générant promiscuité, stress et sentiment d'insécurité, autant de facteurs qui entravent la socialisation positive des enfants. Il est impératif de fixer un ratio maximal habitants/m² pour chaque type d'unité de logement, tout en prévoyant un mécanisme de relogement rapide en cas de dépassement. Ces quotas pourraient être ajustés selon la composition familiale, la taille des fratries et la présence de personnes à mobilité réduite. Par ailleurs, une cartographie dynamique des effectifs, mise à jour trimestriellement, permettrait de réagir rapidement aux évolutions démographiques et d'opérer des transferts ou des extensions de camps sans rupture de lien social. Cette transparence administrative contribuera à rassurer les occupants sur l'engagement de l'État et favorisera une implication plus active des comités de résidents dans la supervision du respect des normes.

Troisièmement, l'amélioration des conditions sociales est essentielle pour transformer l'habitat en véritable levier de cohésion et de développement humain. Au-delà des infrastructures lourdes, il convient de renforcer l'offre de services de proximité. L'État, en partenariat avec les autorités locales et les associations, doit impulser la création de centres de vie communautaire proposant accueil périscolaire, accompagnement psychologique et soutien éducatif. La présence d'éducateurs spécialisés, de médiateurs sociaux et d'animateurs culturels garantira un suivi personnalisé des enfants, notamment ceux issus de familles monoparentales ou confrontés à des situations de vulnérabilité. De même, l'accès à la santé doit être optimisé par l'implantation de dispensaires modulaires dans chaque camp, dotés d'équipes mobiles pouvant organiser des campagnes de vaccination, de dépistage et de sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène.

L'aspect économique ne saurait être négligé : l'insertion professionnelle des adultes et l'autonomisation financière des ménages sont des conditions préalables à la stabilité sociale. Des ateliers de formation aux métiers locaux menuiserie, maraîchage urbain, petits commerces doivent être intégrés au programme d'aménagement. Les revenus générés, même modestes, renforcent le sentiment de dignité et de responsabilité collective, et créent un terreau favorable à l'épanouissement des enfants. En outre, l'organisation ponctuelle de forums participatifs et d'assemblées de quartier offre un cadre institutionnel où les occupants peuvent formuler leurs besoins, proposer des initiatives et suivre la mise en œuvre des engagements de l'État.

Discussion

Les militaires, les policiers et leurs familles de la Ville de Kinshasa ont pour certains, un milieu de vie dénommé « Camps » qui constituent leur habitat. Mais force est de constater que certains de ses indicateurs ne favorisent pas une socialisation efficace des enfants à l'âge de dépendance, notamment : L'insuffisance spatiale et promiscuité, dégradation matérielle et insalubrité, l'accès irrégulier aux services essentiels, l'enclavement géographique et isolement, le contrôle institutionnel et militarisation de l'espace, le déficit

d'espaces récréatifs et culturels, la fragmentation sociale et rapports de genre, les carences socio-éducatives et encadrement familial, l'exposition à la violence institutionnelle et interpersonnelle et le stress environnemental et santé mentale.

1. Insuffisance spatiale et promiscuité

Le manque d'espace privatif dans des camps militaires et policiers constituent l'un des enjeux majeurs de l'habitat. Les logements, généralement composés de deux ou trois pièces de 20 à 30 m², accueillent fréquemment six à huit personnes. Cette densité extrême engendre une promiscuité intergénérationnelle accentuée : les enfants dorment dans le même espace que les parents et les grands-parents, sans séparation ni intimité. D'un point de vue psychosocial, cette configuration fragilise la socialisation primaire : l'enfant ne dispose pas d'un espace personnel où expérimenter l'autonomie, aménager son environnement ou « se retirer » en cas de conflit.

Par ailleurs, la promiscuité génère des tensions quotidiennes : disputes pour l'utilisation de l'eau ou de l'électricité, conflits d'horaires entre corvées domestiques et temps de jeu. À long terme, l'insécurité spatiale altère la confiance en soi et la capacité à établir des frontières relationnelles saines, prérequis essentiels à l'apprentissage de la négociation et de l'empathie.

2. Dégradation matérielle et insalubrité

Les infrastructures des camps souffrent d'un déficit chronique d'entretien : toitures percées, murs fissurés, installations sanitaires défectueuses. L'absence de vidange régulière des latrines collectives et le rejet d'eaux usées à l'air libre favorisent la prolifération de vecteurs pathogènes, exposant les enfants à des maladies gastro-intestinales et dermatologiques.

Au-delà de la dimension sanitaire, l'insalubrité contribue à une perception dévalorisée de l'habitat : l'enfant intègre que son lieu de vie n'a pas de valeur sociale légitime, ce qui peut induire un sentiment de honte ou de rejet. Dans la perspective de la socialisation anticipatrice, il se prépare à envisager des cadres de vie similaires comme la norme, renforçant la reproduction intergénérationnelle de la pauvreté et de l'exclusion.

3. Accès irrégulier aux services essentiels

L'alimentation en eau potable et en électricité est soumise à de fréquentes interruptions. Dans certains camps, les coupures peuvent durer plusieurs jours, obligeant les familles à s'organiser autour de l'économie de l'eau et des périodes d'éclairage. Pour les enfants, ce manque de fiabilité entrave les activités scolaires : devoirs accomplis à la lampe de poche, frustration liée à l'impossibilité d'étudier dans de bonnes conditions. D'un point de vue social, les routines domestiques (préparation des repas, lessive) empiètent sur le temps de loisirs et de socialisation libre, réduisant l'opportunité d'interactions informelles entre pairs, essentielles à l'apprentissage des codes sociaux non verbaux.

4. Enclavement géographique et isolement

Les camps militaires et policiers, situés souvent en lisière des grandes artères ou en périphérie de la ville, souffrent d'un manque de transport public fiable. Les lignes de bus

hésitent à pénétrer ces zones, perçues comme sensibles, et les taxis-motos imposent des tarifs supérieurs. Les enfants doivent parcourir de longues distances à pied pour accéder à l'école ou aux structures culturelles. Cet isolement réduit les occasions de socialisation avec l'extérieur du camp, limitant l'ouverture à la diversité culturelle et sociale de la métropole. Par conséquent, l'enfant développe un sentiment d'appartenance exclusif à l'espace casernier, renforçant la ségrégation socio-spatiale.

5. Contrôle institutionnel et militarisation de l'espace

L'organisation spatiale des camps est régie par des codes stricts : clôtures, portes d'accès verrouillées, postes de garde, rondes régulières. Cette militarisation de l'espace induit une socialisation à la discipline et à la hiérarchie dès le plus jeune âge. Les enfants observent la rigueur militaire dans les comportements adultes (inspection des tenues, alignement pour les repas) et intègrent ces normes comme des modèles de conduite. Si cette discipline peut favoriser le respect des règles, elle tend également à inhiber l'initiative personnelle, l'expression créative et la gestion autonome des conflits, compétences fondamentales pour une citoyenneté active dans un contexte démocratique.

6. Déficit d'espaces récréatifs et culturels

Les terrains vagues sont souvent occupés par des dépôts d'ordures ou transformés en zones de stationnement informel. Les quelques aires de jeux existantes sont vétustes, mal sécurisées et rarement entretenues. Cette absence d'espaces adaptés prive les enfants de lieux de rencontre spontanée et de loisirs structurés, vecteurs d'apprentissage de la coopération et de la gestion de la compétition. L'offre culturelle (bibliothèques, centres d'animation, ateliers artistiques) est quasiment inexistante, limitant l'accès à la diversité des pratiques culturelles qui favorise l'ouverture d'esprit et la construction identitaire plurielle.

7. Fragmentation sociale et rapports de genre

Le milieu casernier exacerbe les logiques de genre : les garçons sont encouragés à imiter les manœuvres militaires, tandis que les filles se voient assigner principalement des tâches domestiques. Cette division genrée des activités contribue à la reproduction de stéréotypes et à la socialisation différenciée, réduisant l'accès des filles aux apprentissages physiques ou techniques. Par ailleurs, la hiérarchie interne aux camps se traduit par des rapports de pouvoir informels entre familles d'officiers et familles de rang subalterne, générant des dynamiques de prestige et de stigmatisation qui se répercutent dans les interactions enfantines.

8. Carences socio-éducatives et encadrement familial

L'absence prolongée des parents, mobilisés par des missions extérieures, affaiblit l'autorité parentale et le suivi éducatif. Les responsabilités de supervision des devoirs ou d'accompagnement psychosocial sont alors assumées par des tantes, grands-parents ou voisins, souvent sans formation pédagogique appropriée. Ce relais informel ne compense pas toujours les besoins d'accompagnement individuel de l'enfant, ni ne garantit une cohérence normative entre sphère familiale et exigences scolaires. Le résultat est un décalage entre les attentes de l'école et les pratiques de socialisation domestiques, source de découragement et de décrochage.

9. Exposition à la violence institutionnelle et interpersonnelle

Les sanctions corporelles demeurent fréquentes dans certains corps de métier militaires et policiers et se perpétuent parfois dans les foyers. Les enfants sont témoins ou victimes de punitions violentes : cris, coups, humiliations publiques. Selon la théorie de l'apprentissage social d'Albert Bandura l'observation de ces scènes incite à reproduire la violence comme moyen de résolution de conflit (BANDURA A., 1977, p. 18). Ainsi, les jeux enfantins intègrent rapidement des scripts de coercition, de mise en ligne ou de « punitions » entre pairs, altérant la capacité à développer des relations fondées sur l'écoute et la négociation.

10. Stress environnemental et santé mentale

Le cumul des nuisances (bruit des patrouilles, sirènes, manque d'intimité, insécurité sanitaire) crée un stress chronique. Les jeunes exposés vivent dans un état d'alerte permanent, favorisant des troubles du sommeil, de l'attention et des conduites anxieuses. Le concept de « stress toxique » souligne que lorsque l'enfant ne dispose pas d'un soutien affectif suffisant, les effets neurobiologiques du stress peuvent devenir irréversibles. Dans les camps, le manque d'accès à des services psychologiques renforce la vulnérabilité de ces enfants, sans possibilité de traitement ou de prévention adaptée.

Les facteurs négatifs décrits interagissent pour façonner un processus de socialisation marqué par la reproduction de normes autoritaires, la difficulté à développer l'autonomie et l'empathie, ainsi qu'une forte segmentation entre « habitants du camp » et « enfants civils ». Sur le plan cognitif, l'environnement défavorable ralentit l'acquisition de compétences scolaires et sociales, en raison du manque de stimulations diversifiées et d'un encadrement éducatif cohérent. Sur le plan émotionnel, le sentiment d'insécurité et l'exposition à la violence favorisent la méfiance, les angoisses relationnelles et la difficulté à se projeter dans l'avenir. Enfin, sur le plan relationnel, la stigmatisation externe, associée à des codes de comportement militarisés, entrave l'intégration scolaire et amicale, conduisant parfois à l'isolement ou à la formation de clans fermés.

Conclusion

Cet article est arrivé à son terme. Il a porté sur l'habitat et socialisation : Réflexion sur les enfants dans les camps militaires dans la Ville-Province de Kinshasa.

Cela étant, notre préoccupation fondamentale avait consisté à savoir si l'habitat des camps des militaires et policiers de la Ville-Province de Kinshasa favorise une certaine efficacité de la socialisation des enfants. Si tel n'est pas le cas, quelles en sont les causes et conséquences. Et enfin, quel modèle faudra-t-il proposer pour que cette socialisation soit efficace.

Au regard de ces interrogations, nous étions partis de l'hypothèse selon laquelle l'habitat des camps des militaires et policiers de la Ville-Province de Kinshasa ne favoriserait pas une certaine efficacité de la socialisation des enfants. Les causes principales à la base de cette inefficacité seraient : L'absence d'une politique générale relative à la gestion de cet habitat par l'Etat, la déchéance de l'autorité parentale, l'explosion démographique et la déviance comportementale des occupants. Par voies de conséquences, il apparaît plusieurs phénomènes, notamment : La déperdition scolaire, la délinquance juvénile et sénile, la rupture familiale, la criminalité, et le phénomène fille-mère. Pour que l'habitat de

ces camps favorise une socialisation efficace de ces enfants, il va falloir que l'Etat mette en place une politique efficace pour la construction des nouvelles infrastructures, régler leurs effectifs et améliorer les conditions sociales des occupants.

Pour vérifier cette hypothèse, la méthode structuro-fonctionnaliste de Talcott PARSONS nous a été d'une impérieuse nécessité. Cette méthode a été appuyée par la technique d'observation directe, d'analyse documentaire et des entretiens libres qui nous ont été d'une grande nécessité pour la collecte des données.

Après analyse et interprétation, nous avons abouti aux résultats selon lesquels l'habitat des camps militaires et policiers ne favorisent pas la socialisation efficace des enfants à cause des facteurs suivants : L'insuffisance spatiale et promiscuité, dégradation matérielle et insalubrité, l'accès irrégulier aux services essentiels, l'enclavement géographique et isolement, le contrôle institutionnel et militarisation de l'espace, le déficit d'espaces récréatifs et culturels, la fragmentation sociale et rapports de genre, les carences socio-éducatives et encadrement familial, l'exposition à la violence institutionnelle et interpersonnelle et le stress environnemental et santé mentale.

Enfin, pour booster ou donner de l'efficacité à la socialisation des enfants dans des camps sus évoqués, il va falloir qu'il y ait opérationnalisation des facteurs suivants :

- L'État doit décliner une politique volontariste articulée autour de densité maîtrisée, infrastructures adaptées et soutien social. La construction et la rénovation doivent s'appuyer sur des standards minimaux de surface, ventilation et éclairage, en intégrant des matériaux locaux durables et des modules modulables.
- la création d'espaces communs de qualité, tels que des aires de jeux sécurisées, des jardins partagés et des salles polyvalentes, est indispensable pour encourager les échanges intergénérationnels et l'apprentissage informel.
- il faut régler drastiquement le ratio habitants/m² pour éviter promiscuité et stress, prévoir des relogements rapides en cas de saturation et établir une cartographie dynamique des effectifs mise à jour trimestriellement. L'implication des comités de résidents dans la supervision des normes d'occupation et la résolution des conflits garantira une appropriation locale et une transparence administrative. Le renforcement de l'offre sociale passe par des centres de vie communautaire proposant accueil périscolaire, accompagnement psychologique et soutien éducatif pour les enfants vulnérables.
- l'accès aux soins doit être optimisé par l'implantation de dispensaires modulaires et d'équipes mobiles chargées de vaccination, de dépistage et de sensibilisation à l'hygiène. Pour consolider la stabilité des ménages, des ateliers de formation aux métiers locaux (menuiserie, maraîchage urbain, commerce) favoriseront l'insertion professionnelle et l'autonomisation financière.

Références

- Bandura A., 1977 ; *Théorie de l'apprentissage social*, éd. Prentice-Hall, Englewood.
- Berger, P.L., et Luckmann, T., 1966 ; *La Construction sociale de la réalité*, éd. Méridiens Klincksieck, Paris.
- CHEVALIER J., 1992, *Administration de l'entreprise*, éd. Dunod, Paris, p.168.
- DURKHEIM, E., 1895 ; *Les Règles de la méthode sociologique*, éd. Félix Alcan, Paris.

GOFFMAN E., 1959 ; *The Presentation of Self in Everyday Life*, éd. Anchor Books, New York.

<http://dydip.skyrock.com/3087194245-Etude-sur-la-theorie-fonctionnalisme-de-Talcott-Parsons.html>, (Consulté le 18 octobre 2023 à 12 Heures).

<https://www.voxco.com/fr/blog/methodologie-de-recherche-en-sociologie/>, consulté le 15 juin 2025 à 12 heures.

Lugan J.C., 2009 ; *La systémique sociale*, Coll. « Que sais-je ? », éd. PUF, Paris.

Muchukiwa Ngusu B., *Réinsertion sociale des enfants en situation difficile à Kinshasa*, éd. L'Harmattan, Paris, 2021.

Tshimanga Mukadi D., 2020 ; « Les enfants de la rue à Kinshasa : de la rue au centre d'hébergement et d'encadrement », in *M.E.S.*, n° 115, vol. 2.

CRIDUPN

Sommaire du Volume 105, numéro 3 supplément
Octobre – Décembre 2025

- 1. Critique littéraire face à la crise multidimensionnelle dans la société kinoise en République démocratique du Congo**
Léon KISALA NKAMA

1 – 12
- 2. Interactions entre théâtre, littérature et cinéma vers une lecture comparée des arts**
Léon KISALA NKAMA

13 – 21
- 3. Corruption commonplace in the lives of African politicians, case of Achebe's A Man of people**
Elvira ABITA MASENGO

23 – 31
- 4. Le réflexe du Proto-Bantu Muhindo dans dix langues bantoues dans la zone J**
Léonard KAMBERE MUHINDO

33 – 59
- 5. Regards philosophiques sur la crise écologique contemporaine**
Denis MALAYA DILOLO

61 – 70
- 6. Analyse de la réduction des inégalités d'accès à la scolarisation dans le district de Funa/Kinshasa**
KILAPI MATAFADI, BASIBA MASAHA, MAPUAMBU MAKANDA et NGANGU MINA

71 – 88
- 7. Défis et perspectives de l'accès à l'école primaire en contexte de gratuité dans les écoles conventionnées catholiques du Kwango/RDC**
Thomas BISAMBU MULUBA, François ILENDI BATUYEKULA, Zéphyrin MALEMBE MBANGI, Justin NKINZI IWUTU et Yves MBENZA WAMBA

89 – 104
- 8. Evaluation de la performance interne du département d'orientation scolaire et professionnelle (vacation soir) à l'Université Pédagogique Nationale/Kinshasa**
Felicien Jaria KAMONJI CIBANGU

105 – 115

9. Impact de la déperdition scolaire sur le coût de formation des diplômés en gestion et administration des institutions scolaires et de formation à l'Université Pédagogique Nationale/Kinshasa	117 – 122
<i>Felicien Jaria KAMONJI CIBANGU</i>	
10. Enfance et socialisation dans les camps militaires à Kinshasa une réflexion socio-éducative	123 – 138
<i>Jean-Louis YABAMBA MAKADI</i>	
11. Facteurs psychosociaux de l'infidélité conjugale chez les couples en ville de Kenge/RDC	139 – 152
<i>François ILENDI BATUYEKULA, FIDELINE KANDUKULU KUNDJI Alphonse MIEMA BONGO</i>	
12. Prise en charge personnelle des troubles anxieux : quels outils thérapeutiques efficaces ?	153 – 161
<i>André TSHIBUABUA WA TSHIBUABUA</i>	
13. Conflit entre conscient et subconscient : leviers thérapeutiques pour la réalisation de soi	163 – 179
<i>André TSHIBUABUA WA TSHIBUABUA</i>	
14. Stratégies de communication interne comme levier de gestion managériale à l'Université Pédagogique Nationale/Kinshasa	181 – 191
<i>Paul INKALABA MAHINZI, Angèle NGONIEME, Vanessa MBO, Esther YAGBONGBO, Carine YADOLI, Mamie YABENDO</i>	
15. Réintégration financière en Afrique centrale : réévaluation du paradoxe de Feldstein-Horioka d'une analyse en panel	193 – 213
<i>Timothée MUTIA KWABO</i>	
16. Analyse des facteurs de pauvreté chez les exploitants miniers artisanaux à Tshikapa	215 – 225
<i>Cédric MBUYI MBUYI</i>	
17. Éthique dans la gestion des ONGD en République démocratique du Congo	227 – 243
<i>Nestor MAKENESI MALANDA</i>	

18. Origines des marchés publics en RDC : la période de l'État indépendant du Congo	245 – 259
<i>Kizito KALALA KAZADI</i>	
19. Sources juridiques des marchés publics en RDC sous la colonisation belge	261 – 268
<i>Kizito KALALA KAZADI</i>	
20. Pratiques agricoles et culture locale : étude des représentations à Kaniama, Province du Haut-Lomami (RDC)	269 – 276
<i>Pontien KABOBA KAZADI</i>	
21. Adoption des innovations technologiques agricoles par les Agriculteurs du territoire de Bulungu de la Province du Kwilu/RDC	277– 292
<i>Placide MUKULUBOY SENTERE</i>	
22. Application des normes architecturales dans les services de radiologie conventionnelle à Kinshasa : évaluation	293 – 298
<i>Christian NSOSANI MVIBUDULU, Le petit BONGA KIMAKIMA, Emile MUANDA VUVU et Irène LOFOLI WAWELO</i>	
23. Les équations de Frenet appliquées aux courbes de type lumière dans les variétés lorentziennes	399 - 306
<i>Athanase NSONGIE TSHIENDA BITEKETE</i>	
24. Occupations des zones humides d'Inongo-Sud: défis socio-environnementaux et perspectives de promotion d'une ville durable	307 - 317
<i>Jean Willy NDEMI KYLING, Faustin SAKA UKPA, Ndoy PUKUTA REAGAN, Chadrack MUSITEKI et Francy MUNDENZILA LUPEPE</i>	
25. Communication médiatique de la Radiotélévision Nationale Congolaise à l'ère de l'invasion du M23 dans l'Est de la République Démocratique du Congo	319 – 335
<i>Joël KAVUYA NSIBU et Pascal NSHIKIDILU NTUMBA</i>	

Éditorial

Le présent numéro supplémentaire 105 n°3 de la Revue du Centre de Recherche Interdisciplinaire de l'Université Pédagogique Nationale témoigne de la vitalité scientifique et de la richesse des recherches menées dans les milieux universitaires congolais. Rassemblant 25 articles issus de disciplines diverses, allant des sciences humaines et sociales aux sciences exactes, en passant par les domaines de la santé, de l'éducation, de l'économie, du droit, de l'agriculture et de la communication, cette publication met en lumière l'ancrage interdisciplinaire des problématiques contemporaines.

Les auteurs interrogent des enjeux cruciaux pour la société congolaise et africaine : la crise sociale, les défis de gouvernance, les tensions identitaires, les inégalités éducatives, les mutations dans les pratiques agricoles, les dysfonctionnements dans le système de santé, la pauvreté, et l'impact de l'environnement sociopolitique sur la santé mentale et les relations humaines. Dans cette mosaïque scientifique, la rigueur méthodologique rencontre une profonde sensibilité contextuelle. Chaque article, dans sa spécificité, participe à un vaste chantier de compréhension, de critique et de proposition.

Ce numéro illustre également le double rôle de la recherche universitaire : produire du savoir scientifique et fournir des outils d'analyse et d'action au service du développement. De l'analyse littéraire à la modélisation mathématique, de l'observation clinique aux évaluations économiques, les contributions reflètent la volonté de penser le réel, de comprendre les dynamiques sociales, de questionner les normes, mais aussi d'innover dans les réponses proposées.

Dans un monde en mutation, marqué par des crises multiformes : économiques, écologiques, politiques et identitaires, la recherche interdisciplinaire devient une nécessité. Elle permet de croiser les regards, de décroquer les approches et d'ouvrir la voie à des solutions plus complètes. Ce numéro en est une illustration tangible.

L'équipe éditoriale exprime sa gratitude à tous les auteurs, aux comités de lecture et à l'ensemble des chercheurs qui contribuent, par leur engagement, à renforcer le rôle de l'université comme lieu de réflexion critique et d'innovation. Ce supplément, au-delà de la diffusion des connaissances, constitue un appel à poursuivre les efforts en faveur d'une recherche ancrée dans les réalités locales tout en étant ouverte aux standards internationaux.

Profondément ancré dans le présent par l'analyse des réalités actuelles de la société congolaise, ce numéro se veut également une passerelle vers l'avenir, en contribuant à éclairer les politiques publiques, à inspirer les réformes sociales, éducatives et économiques, et à enrichir les pratiques professionnelles dans divers secteurs.

P.O Jean-Paul Yawidi Mayinzambi

Rédacteur en Chef de la revue